

CARAC ACTIONS

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale
FCP de droit français

RAPPORT ANNUEL
EXERCICE CLOS LE 29 DÉCEMBRE 2023

CARAC



CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Sommaire

	Pages
Compte rendu d'activité	3
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	11
Informations spécifiques	13
Informations réglementaires	14
Certification du Commissaire aux comptes	20
Comptes annuels	25
Bilan Actif	26
Bilan Passif	27
Hors-Bilan	28
Compte de Résultat	29
Annexes aux comptes annuels	30
Règles et méthodes comptables	31
Evolution de l'Actif net	34
Compléments d'information	35
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	42
Inventaire	43
Annexe(s)	44
Caractéristiques de l'OPC	45
Information SFDR	48

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte rendu d'activité

Janvier 2023

Après une année 2022 très compliquée sur les marchés financiers, l'année 2023 débute sous de meilleurs auspices. La baisse des prix de l'énergie associée à la fin de l'abandon de la politique zéro COVID en Chine ont des catalyseurs très forts pour les marchés actions, notamment en zone euro avec une progression de près de 10% sur le mois portée par l'excellent démarrage des valeurs bancaires. Le marché obligataire n'est en pas reste avec une réduction significative en début de mois des taux d'Etats et un retour de l'appétit du risque crédit de bonne qualité pour les investisseurs à la recherche de rendement. Sur le plan économique, la situation aux Etats-Unis montre des signes de ralentissement de l'activité avec cependant un marché du travail qui reste solide. Alors qu'en Europe et particulièrement en zone euro, les données économiques ont plutôt surpris positivement. Quant à nos scénarios de marchés, nous avons conservé les mêmes que le mois précédent tout en ajustant nos probabilités de réalisation. Notre scénario central intitulé « FED pivot confirmé » passe à 70% avec comme hypothèse une décrue de l'inflation aux Etats-Unis qui serait très favorable aux actifs risqués des pays émergents en raison de la baisse des taux longs et du dollar américain. Notre premier scénario alternatif « craintes de récession sévère » avec une probabilité de réalisation de 20% prend en compte le risque d'un ralentissement très marqué de la demande mondiale. Dans ce scénario, la baisse des marchés sera importante notamment pour les pays émergents et l'aversion au risque sera prononcée avec un retour sur les obligations d'Etat. Enfin notre dernier scénario alternatif « Persistante de l'inflation » est estimé à 10% de réalisation avec comme hypothèse des banques centrales toujours inquiètes vis-à-vis du risque inflationniste avec des politiques monétaires très restrictives. Le niveau élevé de l'inflation impacterait très négativement les actions et ferait remonter fortement les niveaux de taux. L'actif gagnant dans ce contexte sera le dollar américain contre l'euro. Dans le portefeuille, nous avons conservé notre positionnement sur les actions chinoises (13% d'exposition), toujours dans l'optique de la réouverture du pays et nous avons aussi initié une exposition sur le secteur technologique à travers le Nasdaq en prévision des résultats d'entreprises.

Février 2023

La belle dynamique du mois de janvier qui avait permis aussi bien aux actions qu'aux obligations de progresser fortement n'a pas survécu aux dernières données économiques. Qu'il s'agisse des enquêtes d'activité ou du très surprenant rapport sur l'emploi tout semble dire que l'économie américaine pourrait redémarrer avant même d'avoir atterri. Parallèlement, l'inflation qui semblait avoir entamé une nette décrue se montre plus résiliente que jamais, conduisant les banquiers centraux à anticiper un maintien de taux directeurs sur des niveaux plus hauts et plus longtemps. Les marchés de taux ont réagi violemment à ces nouvelles données et remontent fortement s'approchant avec les 4% pour le 10 ans US. Les marchés actions quant-à-eux portés par les bonnes nouvelles économiques offrent des performances quasi flat sur la période. Performances qui masquent une réalité en deux temps, notamment pour les valeurs technologiques, qui ont commencé par monter fortement sur la première partie du mois avant de tout rendre. Pour intégrer l'ensemble de ses informations dans nos prévisions, nous avons fait évoluer nos scénarios de marchés. Notre scénario central est un scénario d'atterrissage en douceur de l'économie ou « Soft Landing ». Il conserve une probabilité d'occurrence de plus de 55%. Dans ce scénario l'inflation poursuit sa décrue incitant les banquiers centraux à ralentir sinon le rythme, au moins l'ampleur des hausses de taux directeurs. Ce scénario est favorable aux marchés d'actions, comme de taux. Mais par de là ce scénario idéal nous pensons qu'il existe deux risques principaux : Un risque de « Craintes sur la persistance de l'inflation » qui pousserait les banques centrales à durcir leur cycle de remontée de taux entraînant tant les marchés obligataires qu'actions à la baisse ; Et comme nous ne sommes jamais à l'abri d'une bonne nouvelle, nous anticipons un risque de redémarrage de l'économie dans un contexte inflationniste. Dans ce scénario la rationalité des investisseurs est mise à rude épreuve, les marchés actions rebondissent, à court terme, saluant la chute du risque de récession, mais les taux remontent laissant entrevoir des lendemains plus difficiles. Nous avons adapté nos portefeuilles à ces nouveaux risques. Sur les actions nous avons cédé notre exposition sur les actions chinoises qui en dépit de la réouverture du pays déçoivent en termes de performances. Nous avons renforcé les actions internationales et le secteur bancaire de la zone euro qui profite de publications de résultats solides.

Mars 2023

Après avoir monopolisé le débat pendant plusieurs semaines, la problématique de l'inflation est passée au second plan en Mars pour être remplacée par une crainte sur le système bancaire. La première secousse nous vient des Etats-Unis avec l'annonce de faillites de banques régionales qui a conduit à des retraits de cash massifs en faveur de fonds monétaires plus rémunérateurs. La seconde secousse, cette fois-ci est localisée

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

en Europe, a renforcé les inquiétudes des investisseurs. La réaction des marchés fut assez violente avec un retour de l'appétit pour les actifs refuges comme les obligations d'Etats, l'or et le dollar. Les discours des banquiers centraux et des officiels ont rassuré les marchés concernant la solidité du système financier et en particulier celle des banques. Les marchés actions ont ainsi effacé leurs pertes sur le mois. Ainsi à titre d'exemple, l'Eurostoxx 50 est passé de -6% à mi-mars à +0,8% sur le mois. Sur l'obligataire, après avoir été très couverts durant les premiers mois de l'année, les investisseurs sont revenus sur un positionnement long sur les taux américains. C'est dans cet environnement compliqué et très changeant que nous avons décidé de retenir deux scénarios de marchés. Un scénario central intitulé « soft landing ou atterrissage de l'économie mondiale » avec une probabilité de réalisation de 65%. Dans ce scénario, nous anticipons un ralentissement de l'activité mondiale maîtrisée qui n'aura pas d'impacts négatifs sur les marchés financiers. La conséquence étant une bonne tenue du marché des actions et une stabilité des taux d'intérêts. Notre scénario alternatif avec une probabilité de réalisation de 35% est centré sur les banques centrales qui priorisent et intensifient leur lutte contre l'inflation avec un impact négatif sur la croissance. Dans cette configuration de marché, la performance attendue sur les actions serait très en dessous de zéro dans un contexte de hausse des taux d'intérêts. Dans notre portefeuille Carac Actions Internationales ISR, nous avons vendu nos positions sur les banques dès le moment de stress sur le secteur. Nous avons par la suite repris du risque en investissant sur des actions américaines pour revenir à une exposition de 100%. Après avoir monopolisé le débat pendant plusieurs semaines, la problématique de l'inflation est passée au second plan en Mars pour être remplacé par une crainte sur le système bancaire. La première secousse nous vient des Etats-Unis avec l'annonce de faillites de banques régionales qui a conduit à des retraits de cash massifs en faveur de fonds monétaires plus rémunérateurs. La seconde secousse, cette fois-ci est localisée en Europe, a renforcé les inquiétudes des investisseurs. La réaction des marchés fut assez violente avec un retour massif de l'appétit pour les actifs refuges comme les obligations d'Etats, l'or et le dollar. Les discours des banquiers centraux et des officiels ont rassuré les marchés concernant la solidité du système financier et en particulier celle des banques. Les marchés actions ont ainsi effacé leurs pertes sur le mois. Ainsi à titre d'exemple, l'Eurostoxx 50 est passé de -6% à mi-mars à +0,8% sur le mois. Sur l'obligataire, après avoir été très couverts durant les premiers mois de l'année, les investisseurs sont revenus sur un positionnement long sur les taux américains. C'est dans cet environnement compliqué et très changeant que nous avons décidé de retenir deux scénarios de marchés. Un scénario central intitulé « soft landing ou atterrissage de l'économie mondiale » avec une probabilité de réalisation de 65%. Dans ce scénario, nous anticipons un ralentissement de l'activité mondiale maîtrisée qui n'aura pas d'impacts négatifs sur les marchés financiers. La conséquence étant une bonne tenue du marché des actions et une stabilité des taux d'intérêts. Notre scénario alternatif avec une probabilité de réalisation de 35% est centré sur les banques centrales qui priorisent et intensifient leur lutte contre l'inflation avec un impact négatif sur la croissance. Dans cette configuration de marché, la performance attendue sur les actions serait très en dessous de zéro dans un contexte de hausse des taux d'intérêts. Dans notre portefeuille Carac Actions Internationales ISR, nous avons vendu nos positions sur les banques dès le moment de stress sur le secteur. Nous avons par la suite repris du risque en investissant sur des actions américaines pour revenir à une exposition de 100%.

Avril 2023

Le mois d'avril s'est déroulé dans une quiétude toute relative charriant son lot de réponses, de paradoxes et de nouvelles préoccupations. La politique menée par les grandes banques centrales depuis plus d'un an maintenant semble porter enfin ses fruits. L'inflation baisse ou plutôt ralentit tant au niveau des prix à la production qu'au niveau des prix à la consommation. Parallèlement la bonne tenue des résultats d'entreprises masque la dégradation, presque généralisée, des données économiques. Et enfin la faiblesse des rentrées fiscales aux US et l'atteinte imminente du plafond de dette autorisé fait peser un nouveau risque sur les marchés : le risque de défaut de la dette américaine, tout simplement, un risque dont les conséquences seraient pour le moins apocalyptique. Sur le mois les marchés actions évoluent de manière assez hétérogène : Les pays développés progressent et l'Asie émergente, elle, patine. Au niveau obligataire on note une détente généralisée ou presque. C'est dans cet environnement particulier que nous avons effectué, comme chaque mois, la revue de nos scénarios de marchés. Nous avons décidé de maintenir nos 2 scénarios presque à l'identique. Notre scénario central intitulé « soft landing » avec une probabilité de réalisation en hausse à 75%. Dans ce scénario, l'activité ralentie sans s'effondrer, l'inflation poursuit son inéluctable ralentissement ce qui permet aux marchés actions de progresser sur la période dans un contexte de détente obligataire. Notre scénario alternatif avec une probabilité de réalisation de 25% est sobrement intitulé : « Les banques centrales intensifient leur lutte contre l'inflation, ce qui fait monter la probabilité d'un hard landing ». Comme vous l'aurez compris dans ce scénario la lutte contre l'inflation demeure la priorité des banques centrales qui entraînent les différents marchés qu'ils soient de taux ou d'actions, nettement à la baisse. Dans

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

le portefeuille Carac Actions Internationales ISR, nous avons renforcé durant le mois nos positions sur les actions japonaises au détriment des actions américaines. La réouverture de la Chine et la baisse de la devise nipponne face à l'euro et le dollar sont des éléments positifs pour les actions japonaises. Le mois de mai promet d'être particulièrement intense et nous resterons bien évidemment agile dans nos expositions.

Mai 2023

Le mois mai a une nouvelle fois de plus confirmé la résilience des marchés actions. Ni les négociations entre les Républicains et les Démocrates sur le plafond de la dette aux Etats-Unis et ni la volonté des banquiers centraux de poursuivre une politique monétaire restrictive ont empêché les marchés de continuer sur une tendance haussière. C'est notamment le secteur des semi-conducteurs porté par les débouchés futurs sur l'intelligence artificielle qui a grandement contribué à diffuser un vent d'optimisme. Autre grand gagnant du mois, le marché actions japonais qui profite de la réouverture de l'économie chinoise et d'un avantage compétitif avec la baisse du yen. A contrario le marché actions chinois souffre depuis plusieurs semaines d'un désamour des investisseurs. Il est à noter que les marchés actions n'ont du tout été impacté par la remontée des taux américains que nous avons observé sur le mois. Le taux 2 ans américain a ainsi cru de près de 40 bps sur fond de données macroéconomiques mitigées. C'est en prenant en considération l'ensemble de ces éléments que nous avons décidé de ne pas modifier nos scénarios de marché. Notre scénario central intitulé « soft landing ou atterrissage de l'économie mondiale » est estimé avec une probabilité d'occurrence de 70%. Notre hypothèse dans ce scénario est que le ralentissement de l'activité n'aura pas d'impact négatif sur les marchés actions. Quant à notre scénario alternatif dont la probabilité de réalisation est de 30%, il est focalisé sur la volonté farouche des banques centrales à lutter contre l'inflation en maintenant une politique monétaire de hausse des taux d'intérêts. Sans grande surprise, les performances ressortent très négatives sur les actions dans ce scénario. Dans notre portefeuille, nous avons continué à renforcer nos positions sur les actions japonaises qui bénéficient d'un momentum favorable. Enfin, sur les devises, nous n'avons pas fait varier nos positions.

Juin 2023

Le premier semestre s'achève dans une douce quiétude estivale, la correction tant attendue, voire espérée par certains investisseurs n'a pas eu lieu et pour cause . les marges des entreprises ne se sont pas effondrées, l'inflation reste sous contrôle et les données macro, elles, laissent entrevoir un atterrissage tout en douceur de l'économie. Les signes d'instabilité se multiplient sans pour autant perturber les marchés actions dont la volatilité baisse revenant même sur les niveaux de 2019. 2019 vous vous souvenez ? un ralentissement économique marqué, une guerre commerciale entre Trump et la Chine, et ... un marché action qui n'en a pas fini de monter. Tout au long de l'année, il a monté, tiré par quelques valeurs stars, au grand damne des gérants diversifiés, des économistes et autres stratèges de marchés. Sans être un copier-coller, 2023 rappelle 2019. Et le mois de juin ne fait pas exception à la règle : le marché des actions a progressé et le marché obligataire a connu des difficultés. Les Banques Centrales du Canada et d'Angleterre ont augmenté leurs taux plus forts qu'attendu, et même la BCE et la réserve fédérale ont été plus faucon, comprendre ont laissé la porte à d'autres augmentations de taux, ce qui, d'habitude, n'est pas très bon pour le marché des actions, mais pas cette fois, cette fois c'est différent, cette fois il y a un événement ou plutôt un phénomène particulier sur le marché américain mais pas seulement et ce phénomène c'est la concentration ! En effet 7 valeurs ont réalisé à elles seules plus de 100% de la performance du SP 500, c'est énorme, c'est historique. Ces méga-cap ont tiré littéralement le marché à la hausse et créé un nouveau pain trade pour les investisseurs ! Séparant le monde en deux catégories, ceux qui sont chargés de mégacaps et ceux qui creusent . leur sous performance. Nous avons bien évidemment pris en compte, dans nos prévisions, ces nouveaux éléments de concentration et de résilience. Nous en tirons deux scénarios de marché pour les trois prochains mois : le scénario central qui anticipe avec une probabilité de 70% un atterrissage tout en douceur de l'économie mondiale. Dans ce scénario, les politiques des Banques Centrales mis en place depuis deux ans maintenant sont un franc succès, l'inflation baisse puis se stabilise, les entreprises maintiennent leurs marges, l'économie ralentit mais ne s'effondre pas. Comme vous pouvez l'imaginer, c'est un bon scénario pour les différents actifs financiers, les taux d'intérêt se stabilisent à leur niveau actuel et les actions continuent leur remarquable ascension avec une différence minime, mais notable : dans ce scénario la hausse n'est pas tirée par les magnificent seven mais le marché trouve un nouveau souffle grâce à une rotation sectorielle. Toutes les valeurs délaissées font retour remarqué tirant les marchés actions de 5 à 7%. Notre deuxième scénario est beaucoup moins positif. Dans ce scénario Les Banques Centrales intensifient leur lutte contre l'inflation et la probabilité d'un atterrissage brutal augmente.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Dans ce scénario, la persistance de l'inflation effraie les investisseurs et tous les marchés baissent ! les actions perdent plus de 10% en trois mois et les obligations atteignent des niveaux très élevés. C'est l'horreur. Concernant l'allocation géographique sur les actions sur Carac Actions Internationales ISR, nous avons conservé un biais sur les actions internationales. Nous maintenons une exposition actions proche de 100% en ce début d'été.

Juillet 2023

En Juillet le découplage entre les économies Américaines d'une part, et Européennes et Chinoises de l'autre, s'est accentué. Aux Etats-Unis les statistiques macros ont ainsi continué de surprendre positivement pour la plupart (croissance T2, confiance ménages.) alors que les indicateurs chinois et européens sont demeurés mal orientés. Principal point de convergence entre les zones, le ralentissement des pressions inflationnistes s'est confirmé avec des indices CPI inférieurs aux attentes des deux côtés de l'Atlantique. Malgré cette détente, la FED et la BCE ont néanmoins chacune procédé à une hausse supplémentaire de 25bp de leurs taux directeurs, tout en ne fournissant aucune orientation prévisionnelle concernant leurs prochaines réunions de septembre. Sur l'obligataire si les taux d'Etat nord-américains et européens à 10 ans se sont tendus de seulement 7 à 8 bp sur le mois, ils ont été particulièrement volatils. Les rendement 10 ans US ont notamment approché leurs plus hauts annuels de février (<4%) avant de refluer quelque peu sur la seconde partie du mois. Globalement les parties courtes des courbes ont cette fois-ci surperformé, demeurant relativement étale aussi bien en Europe qu'aux US. Rassuré par la détente de l'inflation et la résilience macro US, les marchés actions ont poursuivi leur ascension (MSCI World +3,36% en usd). Le secteur tech US progresse d'encore 3,8% (Nasdaq), mais la participation fut cette fois-ci plus large. L'indice Russell 2000 des petites capitalisations US progresse notamment de 6,1%. L'Europe sous-performe légèrement (MSCI Europe +1,99%), alors que les actions émergentes et notamment chinoises sont les meilleurs performers du mois (MSCI EM +6,22%, indice HSCEI +9%). Ces dernières, peu chères et délaissées, ont bénéficié des espoirs de mesures de relance en Chine en réponse à la dégradation de l'économie. Enfin, on notera la nette reprise de la sphère des matières premières. Le baril WTI progresse ainsi de 15,8% et l'indice Bloomberg des métaux industriels de 6,4% en usd. Sur le fonds, nous avons au cours du mois conservé notre exposition actions à près de 100% sans modification notable de nos choix d'allocations géographiques. Nous maintenons une exposition géographique avec 48% en actions européennes et 52% en actions internationales principalement sur les Etats-Unis.

Août 2023

L'été 2023 a été marqué par deux phases distinctes sur les marchés financiers. En juillet, les marchés ont continué sur leur tendance haussière du mois de juin dans un contexte d'une probabilité plus faible de récession aux Etats-Unis. En effet, les publications macroéconomiques ont confirmé la résilience de l'économie américaine avec une consommation qui reste soutenue et un marché de l'emploi toujours aussi dynamique. C'est cette vigueur de l'économie américaine qui a relégué au second plan l'inflation comme risque principale risque d'un durcissement de tons des banques centrales que nous avons constaté en Août sur le marché de taux. A titre d'exemple, le taux 10 américain a atteint son niveau le plus élevé depuis près de 15 ans à 4,34% avant de décroître à la fin du mois. Dans ce contexte, les marchés actions ont été impactés par le stress lié au rebond des taux d'Etat en Août. Le MSCI World en monnaie locale baisse ainsi de près -2,39%. Quant à nos scénarios de marché, nous avons décidé en cette rentrée de septembre de les modifier et de prendre la situation économique comme prochain catalyseur. Ainsi notre premier scénario intitulé « Les marchés actions sont soutenus par la résistance de la consommation » se veut notre scénario positif et anticipe une situation dans laquelle les actions continuent sur leur tendance haussière en dépit d'une hausse des taux d'Etat modérés. Nous avons affecté une hypothèse de réalisation de 45% à ce scénario. Notre second scénario avec une probabilité de réalisation aussi de 45% prend le contrepied du premier avec comme hypothèse une consommation des ménages en berne entraînant des anticipations de bénéfices en retrait. Sans grande surprise dans ce scénario, ce sont les actifs risqués qui perdent du terrain. Et enfin notre dernier scénario sera lui orienté sur la poursuite de politiques monétaires agressives pour lutter contre l'inflation qui entraînerait une récession profonde. Nous avons réduit la probabilité de ce scénario à 10% en estimant pour que pour les prochains mois, nous ne connaissons pas une accélération brutale de l'inflation. Sur le portefeuille Carac Actions Internationales, nous avons, en dépit des turbulences début août sur la marché, conservé une exposition action entre 98% et 100%. La thématique "clean tech" a fortement souffert en raison de forte hausse des taux d'Etat ce qui a pénalisé en relatif la performance du fonds.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Septembre 2023

Le mois de septembre a été particulièrement compliqué sur les marchés financiers. La faute en revient aux banques centrales comme toujours mais pas que ! En effet si la BCE a remonté ses taux et que la Réserve Fédérale s'est montrée plus agressive dans sa communication notamment aux niveaux de leurs projections de taux directeurs pour 2024 et 2025, c'est le possible Shutdown de l'administration américaine et surtout les problématiques, de plus en plus prégnantes, de la soutenabilité des dettes qui jette l'opprobre sur les différents marchés. Emprunter aujourd'hui, avec des taux qui dépassent largement les 3% va alourdir dramatiquement la charge de la dette de tous les états. Dans ce contexte les marchés de taux remontent encore et encore, entraînant, cette fois ci, les actions à la baisse. La hausse est importante, presque historique, dépassant les 50 points de bases aux US ou en Italie et entraînant les taux européens sur des niveaux que nous n'avions connu depuis plus de 10 ans. Les actions cèdent entre 1 et 5% et le dollar lui s'apprécie fortement. Les récents développements nous poussent à revoir nos scénarios de marché plus en profondeur. Notre scénario qui voyait une consommation des ménages en berne avec des anticipations de bénéfices qui baissent devient notre scénario central avec 45% de probabilité d'occurrence. Sans grande surprise dans ce scénario, ce sont les actifs risqués qui perdent du terrain pendant que les taux, eux, se détendent. Notre ancien scénario central intitulé « Les marchés actions sont soutenus par la résistance de la consommation » tombe à une probabilité de 35%. Dans ce scénario positif les actions continuent sur leur tendance haussière en dépit d'une hausse modérée des taux d'Etat. Enfin notre troisième scénario d'inflation persistante, se renforce, intégrant les craintes sur l'endettement des Etats. Dans ce scénario du pire les taux 10 ans progresseraient pour atteindre la barre symbolique des 5% entraînant les actions fortement à la baisse d'environ 10%. Dans le portefeuille Carac Actions Internationales ISR, nous conservons une exposition actions au-dessus des 95%. Depuis l'été, la thématique ESG impacte négativement la performance du portefeuille en raison de la forte montée des taux d'Etat qui impacte les entreprises d'énergies renouvelables.

Octobre 2023

Les différents indicateurs publiés au cours du mois d'Octobre envoient des signaux pour le moins contradictoires sur l'état de l'économie. Les indicateurs de confiance s'effondrent un peu partout alors même que la production industrielle européenne, elle, connaît une nette embellie pendant l'été tiré par le secteur automobile. Aux Etats-Unis, les ventes au détail comme la croissance surprennent à la hausse. Dans ce contexte, les taux d'Etat américains montent fortement sur le mois entraînant encore une fois les marchés actions nettement à la baisse ! Le 10 ans américain progresse de 36 points de base et même les taux japonais, allégés de l'intervention de la BOJ, remontent de plus de 18 points de base sur le mois ! Les actions perdent entre 1,5% aux US et 4,5% au Japon. Les récents événements ne modifient pas fondamentalement nos vues de marché. Notre scénario de « consommation des ménages en berne avec des anticipations de bénéfices qui baissent » reste notre scénario central avec une probabilité revue légèrement à la baisse à 40%. Sans grande surprise dans ce scénario, ce sont les actifs risqués qui perdent du terrain pendant que les taux, eux, se détendent. Le scénario intitulé « Les marchés actions sont soutenus par la résistance de la consommation » perd encore du terrain en tombant à 30% de probabilité d'occurrence. Dans ce scénario positif les actions continuent sur leur tendance haussière en dépit d'une hausse modérée des taux d'Etat. Enfin notre troisième scénario d'inflation persistante, et de craintes sur l'endettement des Etats se renforce encore passant à 30%. Dans ce scénario du pire les taux 10 ans progresseraient pour atteindre la barre symbolique des 5% entraînant les actions fortement à la baisse d'environ 10%. Dans nos portefeuilles, nous avons maintenu nos positions sur les taux en dépit de la forte hausse au cours du mois. En effet nous restons persuadés du potentiel de performance sur cette classe d'actifs pour plusieurs raisons. Les Banques Centrales ont terminé leur cycle de resserrement monétaire, l'inflation s'est stabilisée et enfin l'épargne Covid a été en grande partie dépensée. Sur la partie actions, nous avons conservé une exposition toujours au-dessus de 95% sur Carac Actions Internationales avec biais sur les US qui présente un profil d'évolution plus stable et un potentiel plus important. Nous avons cédé une position de 5% sur la thématique climat dont la performance est décevante depuis le début de l'année pour la remplacer sur une exposition sur les actions internationales grandes capitalisations.

Novembre 2023

Le mois de novembre rime avec déception ! déception sur les enquêtes d'ISM et le rapport sur l'emploi aux Etats-Unis, déception sur la production industrielle en Europe comme au Japon, déception sur les enquêtes de confiance, l'investissement, l'immobilier et même les mesures envisagées qui ne rassurent pas en Chine. Et dans ce climat économique pour le moins morose, l'inflation elle, ralentit, elle ralentit aux Etats-Unis, elle ralentit en Europe, enfin elle ralentit partout, partout ? non, car une petite île d'irréductible résiste encore et toujours : le Japon qui s'offre même le luxe de présenter une inflation supérieure à celles des Etats-Unis et de

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

l'Europe. Une première ! Et donc si la déception domine sur le mois, l'impact sur les marchés quant à lui est plutôt positif ! c'est le carton plein pour les taux qui après avoir culminé à 5% sur le 10 ans us se détendent fortement mais c'est aussi une très belle performance actions partout dans le monde avec des bourses qui progressent entre 4 et 8% en fonction des zones ! Les récents événements ne modifient pas fondamentalement nos vues de marché. Notre scénario de « consommation des ménages qui marque le pas avec des anticipations de bénéfices qui baissent » conserve une probabilité de réalisation de 40%. Dans ce scénario les actifs risqués perdent du terrain pendant que les taux, eux, se détendent légèrement. Le scénario intitulé « Les marchés actions sont soutenus par la résistance de la consommation » reprend des couleurs en remontant à 40% de probabilité d'occurrence. Dans ce scénario positif les actions continuent sur leur tendance haussière et les taux se stabilisent. Enfin notre troisième scénario de « craintes sur l'endettement » tire fortement les taux à la hausse pour ré-atteindre la barre symbolique des 5% entraînant les actions fortement à la baisse. Dans le portefeuille, nous avons augmenté notre sensibilité obligataire inchangée. La forte hausse du mois d'octobre nous semblait exagérée et dans un monde où les Banques Centrales ont terminé leur cycle de resserrement monétaire, les taux présentent un véritable potentiel de progression à court-moyen terme. Sur la partie actions nous avons conservé une exposition autour de 100%, principalement sur les Etats-Unis qui présente encore et toujours un profil d'évolution plus stable et un potentiel plus important. Nous avons pris une position de 2% sur les valeurs technologiques américaines au cours du mois.

Décembre 2023

Bonjour à tous. Après des mois de fortes hausses des taux obligataires, les derniers mois de 2023 sont synonymes de détente impressionnantes sur les taux d'Etats. Les marchés anticipent des baisses de taux des banques centrales sur fond de décélération de l'inflation et de craintes sur une activité économique qui ralentirait en 2024. Les marchés actions ont ainsi profité de ce recul des taux pour confirmer déjà des bonnes performances pour les actions des pays développés voir même remarquable sur le Nasdaq qui a progressé de plus de 53%. L'année se termine finalement avec des performances solides sur les marchés actions et des niveaux de taux qui sont nettement revenus à leur niveau de fin 2022 après avoir atteint des sommets durant l'année. C'est dans cet environnement que nous avons décidé de modifier nos scénarios de marché pour les 3 mois à venir. Notre scénario central avec une probabilité de réalisation de 60% intitulé « pivot des banques centrales se confirme » se base sur une désinflation qui se poursuit et une activité économique qui résiste bien. Dans ce scénario, les entreprises parviennent à maintenir leurs marges bénéficiaires ce qui seraient positif pour les marchés actions. Notre second scénario intitulé « les marchés anticipent une baisse des taux encore plus rapide » avec une probabilité d'occurrence de 25% anticipent une croissance économique décevante et un mouvement de désinflation plus rapide que prévu. Dans ce scénario négatif, les actifs refuges tels que les obligations d'Etats seront à privilégier. Enfin notre troisième scénario met en exergue des craintes d'endettement élevées des Etats qui l'emportent sur les craintes de récession. Nous avons estimé à 15% la probabilité d'occurrence de ce scénario. Dans cette hypothèse, les marchés actions souffrent de la forte remontée des taux d'intérêt qui reviendraient à des niveaux connus en 2023. Sur le fonds Carac Actions Internationales ISR, nous avons conservé une exposition proche de 100% en renforçant nos positions sur le Nasdaq de près de 2%. Dans le portefeuille, si nous regardons de manière géographique, nous maintenons une large préférence pour les actions des pays développés, en particulier les Etats-Unis.

Sur la période sous revue du portefeuille CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR, la performance est de 19,11%. Celle du benchmark est de 17,76% avec une Tracking Error de 4,66%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
CPR MONETAIRE ISR I	2 224 913,91	1 209 056,25
BNPP MSCI SRI CHINA ETF EUR		3 165 170,63
AMUNDI ACTIONS USA ISR I		2 510 865,58
CPR USA ESG H-I EUR	2 479 374,30	
PARVEST CLIMATE IMPACT IC	63 403,52	1 282 984,80
UBS ETF MSCI WD SC RSP UCT A	1 329 857,24	
iShares MSCI World SRI UCITS ETF EUR Hedged (Dist)	1 325 053,64	
UBS ETF MSCI USA SOC.RES.A D.	1 211 009,10	
SPDR 600X ESG SCREENED ACC		51 307,62

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

VIE DE L'OPC SUR L'EXERCICE

Depuis le **17 janvier 2023**, la documentation juridique de votre FCP a été modifiée comme suit :

Insertion dans le prospectus de votre FCP des informations précontractuelles (PCD) conformément à SFDR niveau II :

Le Règlement Délégué (UE) 2022/1288 de la Commission du 6 avril 2022 complétant le Règlement SFDR (« SFDR Niveau II ») définissant les normes techniques de réglementation (RTS) à utiliser par les acteurs des marchés financiers et les produits financiers lors de la publication d'informations liées au développement durable en vertu du Règlement SFDR a été adopté et publié le 25 juillet 2022 au Journal officiel de l'UE et est applicable depuis le 01/01/2023.

Ainsi et afin de se conformer à SFDR Niveau II, il a été ajouté au prospectus de votre FCP une nouvelle annexe intégrant les informations précontractuelles relatives aux caractéristiques environnementales et/ou sociales (PCD) qui détaille le contenu des informations requises en vertu du Règlement SFDR et du règlement taxonomie (Article 8 du Règlement SFDR).

Depuis le **26 septembre 2023**, la documentation juridique de votre FCP a été modifiée comme suit :

1- INTÉGRATION DE MÉCANISMES DE GESTION DES LIQUIDITÉS¹.

a) Plafonnement des rachats « Gates » :

Ce mécanisme permet d'étaler temporairement les demandes de rachats sur plusieurs valeurs liquidatives (VL), dès lors qu'elles excèdent un certain niveau objectivement préétabli.

La mise en place de ce mécanisme garantit la gestion du risque de liquidité dans l'intérêt exclusif des porteurs/actionnaires, ainsi qu'un traitement égalitaire des ordres effectués par les porteurs/actionnaires concernés.

Le plafonnement des rachats pourra être déclenché par la société de gestion lorsqu'un seuil indiqué en pourcentage de l'actif net et tel que mentionné dans le prospectus de l'OPC est atteint. Ce seuil est déterminé par la société de gestion notamment au regard de la fréquence de la valeur liquidative.

Lorsque les demandes de rachat excèdent ce seuil de déclenchement, et si les conditions de liquidité le permettent, la société de gestion peut cependant décider d'honorer les demandes de rachat au-delà dudit seuil, et exécuter ainsi partiellement ou totalement les ordres qui pourraient être bloqués.

Les demandes de rachat non exécutées sur une valeur liquidative seront automatiquement reportées sur la prochaine date de centralisation et ne pourront faire l'objet de révocation de la part des porteurs ou actionnaires.

La durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats est fixée à 20 valeurs liquidatives sur 3 mois pour un OPC dont la périodicité de valorisation est quotidienne (soit un temps de plafonnement maximal estimé de 1 mois).

Pour information, conformément à la réglementation en vigueur et notamment à l'Instruction AMF 2017-05, un avertissement a été intégré dans le prospectus des FCP ne prévoyant pas la mise en place de « Gates ».

¹ *Règlementation relative aux modalités d'introduction des mécanismes gestion de la liquidité (DOC-2017-05).*

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

b) Mécanisme anti-dilution (Swing Pricing) :

Ce mécanisme consiste à ajuster la valeur liquidative (VL) à la hausse ou à la baisse selon la variation du solde net des souscriptions/rachats, afin de protéger les porteurs/actionnaires présents dans l'OPC de l'effet de dilution² généré par les coûts de réaménagement des portefeuilles.

Ces coûts, qui étaient jusqu'alors supportés par l'OPC (et donc par l'ensemble des porteurs présents dans l'OPC), sont désormais, en cas de mouvements de souscriptions/rachats significatifs, principalement supportés par les investisseurs à l'origine des mouvements.

Ce mécanisme a pour résultat de calculer une VL ajustée qui constituera la seule VL de l'OPC qui sera communiquée.

La Société de Gestion a choisi de déployer ce mécanisme avec seuil de déclenchement, c'est-à-dire qu'il sera appliqué sur la VL, uniquement lorsque le solde net de souscriptions / rachats aura atteint ou dépassé un seuil prédéfini.

2- PRÉCISION DE LA DÉFINITION DE CERTAINS FRAIS :

CPR Asset Management, dans un souci de transparence, a également souhaité modifier la documentation réglementaire de ses FCP afin de préciser la définition et le partage des différents frais supportés par les FCP.

2 La dilution correspond à l'ensemble des coûts de réaménagement induits par l'achat/vente de titres : frais de transactions, fourchette entre les prix à l'achat et les prix à la vente sur les marchés de ces titres et taxe.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Informations spécifiques

Détention en OPC

La documentation juridique d'OPC prévoit qu'il peut investir jusqu'à 100% maximum de son actif en part d'OPC et/ou fonds d'investissement dans le respect des contraintes de l'OPC.

Droit de vote

Les informations et documents relatifs à la politique de vote et à l'exercice des droits de vote en Assemblée Générale des OPC de CPR Asset Management sont adressés aux actionnaires ou porteurs de parts sur simple demande écrite à l'adresse postale de la société de gestion : CPR Asset Management – 91-93, boulevard Pasteur – CS 61595 – 75730 Paris Cedex 15. Site internet : www.cpr-am.com Télécopie : 01-53-15-70-70.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la société de gestion ou par les entités de son Groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques du bilan : 3. Compléments d'information, 3.9.3. Instruments financiers du Groupe détenus en portefeuille dans les comptes annuels de l'exercice clos.

Gestion de la liquidité

Conformément à la réglementation européenne, la société de gestion conduit régulièrement des tests de résistance, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité du fonds. Ces tests de résistance se caractérisent par des scénarios de manque de liquidité des actifs ou des demandes atypiques de rachat de parts.

Gestion des risques

La société de gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque de l'OPC est conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier, sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou opérationnels. Les systèmes et procédures de suivi font l'objet d'une adaptation à chaque stratégie de gestion pour conserver toute la pertinence du dispositif.

Calcul du risque global

- Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

- Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

- Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée

Niveau de levier indicatif : 4,94%.

- Effet de Levier :

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode brute est de 104,54%.

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode d'engagement est de 104,94%.

N.B : Un taux de 100% d'effet de levier correspond à un portefeuille sans effet de levier.

- Droit de rachat du collatéral : 100%.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Informations réglementaires

Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires

Le comité courtiers et contreparties de CPR AM est l'instance qui valide formellement la liste des intermédiaires, contreparties et brokers de recherche sélectionnés par la société de gestion. Le comité courtiers et contreparties se réunit plusieurs fois par an. Présidé par la Direction Générale de CPR AM, il rassemble le Directeur des Investissements, les Directeurs de Gestion, les représentants de la table de négociation Amundi Intermédiation, le Responsable du Service Juridique, le Responsable du Contrôle des Risques et le Responsable de la Conformité.

Le comité courtiers et contreparties a pour objet :

- d'arrêter la liste des courtiers/intermédiaires financiers ;
- de suivre les volumes (courtages sur les actions et montant net pour les autres produits) affectés à chaque courtier ;
- de se prononcer sur la qualité des prestations des courtiers.

L'appréciation des brokers et contreparties en vue de définir ceux figurant sur la liste autorisée et les volumes maximum admis pour chacun d'entre eux, fait intervenir plusieurs équipes qui se prononcent au regard de différents critères :

- Risque de contrepartie ;
- Qualité de l'exécution des ordres ;
- Evaluation des prestations d'aide à la décision d'investissement.

Rapport relatif à la politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires

Conformément à l'article 314-75-V du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, CPR Asset Management tient à la disposition des porteurs le rapport relatif à sa politique de sélection et d'évaluation des intermédiaires qui lui fournissent des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres et décrivant la politique arrêtée en la matière. Ce rapport fait l'objet d'un document publié sur le site de CPR Asset Management : www.cpr-am.com.

Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation facturés aux OPC de CPR AM

Conformément à l'article 314-82 du règlement générale de l'Autorité des Marchés Financiers, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation précisant les conditions dans lesquelles CPR Asset Management a eu recours pour l'exercice clos à des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres fait l'objet d'un document publié sur le site de CPR Asset Management : www.cpr-am.com.

Politique de Rémunérations

Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de CPR AM est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 30 janvier 2023, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2022 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2023.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2023, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2023, le montant total des rémunérations versées par CPR AM (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) à l'ensemble de son personnel (135 bénéficiaires ⁽¹⁾) s'est élevé à 17 141 346 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par CPR AM sur l'exercice : 10 925 024 euros, soit 64% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées et non différées versées par CPR AM sur l'exercice : 6 216 322 euros, soit 36% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

⁽¹⁾ Nombre de collaborateurs (CDI, CDD) payés au cours de l'année.

Par ailleurs, aucun « carried interest » n'a été versé pour l'exercice.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 2 902 130 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (7 bénéficiaires).

Du fait du nombre réduit de « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (5 bénéficiaires), le montant total des rémunérations versées à cette catégorie de personnel (fixes et variables différés et non différés) n'est pas publié.

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

- Collecte nette/demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique.

Critères *qualitatifs* :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
 - Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero,
 - Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement
 - Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe
 - Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG
 - Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG).

2. Fonctions commerciales

Critères *quantitatifs* :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net-zero.

Critères *qualitatifs* :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi.

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif.
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

CPR AM applique des règles d'exclusion ciblées qui constituent le socle de sa responsabilité fiduciaire. Elles sont appliquées dans toutes ses stratégies de gestion active et consistent à exclure les entreprises qui ne sont conformes ni à notre politique ESG, ni aux conventions internationales et aux cadres reconnus sur le plan international, ni aux cadres de régulations nationales. Ces exclusions ciblées sont appliquées sous réserve de conformité aux lois et règlements applicables et sauf dispositions contractuelles contraires pour les produits ou services dédiés.

C'est ainsi que CPR AM exclut les activités suivantes :

Tout investissement direct dans les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce, le stockage ou les services pour les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, en conformité avec les conventions d'Ottawa et d'Oslo.

Les entreprises produisant, stockant, commercialisant des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.

Les entreprises qui contreviennent gravement et de manière répétée à l'un ou plusieurs des 10 principes du Pacte Mondial, sans mesures correctives crédibles.

Ces émetteurs sont notés G sur l'échelle de CPR AM. De plus, CPR AM met en œuvre des exclusions sectorielles ciblées, spécifiques aux industries du charbon et du tabac. Ces exclusions sectorielles s'appliquent à toutes les stratégies de gestion active sur lesquelles CPR AM a la discrétion entière de gestion de portefeuille.

Politique Charbon

CPR AM exclut :

- Les entreprises développant ou projetant de développer de nouvelles capacités en charbon thermique dans l'ensemble de la chaîne de valeur (producteurs, extracteurs, centrales, infrastructures de transport) ;
- Les entreprises dont plus de 25% du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique ;
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est de 100 MT ou plus sans intention de réduction ;
- Toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires lié à l'extraction de charbon thermique et à la production d'électricité à partir de charbon thermique est supérieur à 50% de leur chiffre d'affaires total sans analyse ;
- Toutes les entreprises de production d'électricité au charbon et d'extraction de charbon avec un seuil entre 25% et 50% et un score de transition énergétique détérioré.

Application en gestion passive :

• Fonds passifs ESG

Tous les ETF et fonds indiciels ESG appliquent chaque fois que possible la politique d'exclusion du secteur charbon de CPR AM (à l'exception des indices très concentrés).

• Fonds passifs non ESG

Le devoir fiduciaire en gestion passive est de reproduire le plus fidèlement possible un indice.

Le gestionnaire de portefeuille dispose ainsi d'une marge de manœuvre limitée et doit remplir les objectifs contractuels pour obtenir une exposition passive pleinement conforme à l'indice de référence demandé.

Par conséquent, les fonds indiciels et ETF de CPR AM répliquant des indices de référence standards (non ESG) ne peuvent pas appliquer d'exclusions sectorielles systématiques.

Cependant, dans le cadre des titres exclus de la « politique charbon thermique » sur l'univers d'investissement actif de CPR AM mais qui pourraient être présents dans des fonds passifs non ESG, CPR AM a renforcé ses actions en matière de vote et d'engagement qui pourraient se traduire par un vote « contre » le management des entreprises concernées.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Politique sur le tabac

Depuis 2018, CPR AM limite les notes ESG des entreprises du secteur du tabac à E, sur une échelle de A à G (les entreprises notées G étant exclues) afin de prendre en compte les inquiétudes liées à la santé publique, mais également la violation des droits de l'Homme, la pauvreté, les conséquences environnementales, et le coût économique considérable associé au tabac, estimé à plus de 1 000 milliards de dollars par an dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Cette limite a pour but de pénaliser l'investissement dans ce type d'entreprises, ce qui doit être compensé par des investissements dans des entreprises plus vertueuses. La politique de CPR AM s'applique au secteur du tabac dans son entièreté, notamment les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les distributeurs.

En mai 2020, CPR AM est devenu signataire du Tobacco-Free Finance Pledge, renforçant de fait sa politique d'exclusion au tabac. CPR AM applique ainsi les règles suivantes :

Règles d'exclusion : sont exclues les entreprises fabriquant des produits complets du tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 5%).

Règles de limite : sont limitées à une note ESG de E (s'étalonnant de A à G) les entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution de tabac (seuils d'application : revenus supérieurs à 10%).

Des informations complémentaires sur les modalités de prise en compte des critères ESG par CPR AM sont disponibles sur son site Internet : <https://www.cpr-am.fr/Investissement-Responsable>.

* *Gestion active : hors OPC indiciels et ETF contraints par leur indice de référence.*

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 8 – au titre de la Taxonomie

Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation du changement climatique, (ii) adaptation au changement climatique, (iii) utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, (iv) transition vers une économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et réduction de la pollution, (vi) protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe du « *do no significant harm* » ou « DNSH »), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » (DNSH) s'applique uniquement aux investissements sous-jacents qui prennent en compte les critères de l'Union européenne pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fera tout son possible pour communiquer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des normes techniques réglementaires (« RTS ») en ce qui concerne le contenu et la présentation des communications conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie.

Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables, information qui sera mise à la disposition des investisseurs à ce moment-là.

Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs.

Dès que la totalité des données sera disponible et que les méthodologies de calcul pertinentes seront finalisées, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Article 8 – au titre du SFDR

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier faisant partie du présent rapport de gestion sont disponibles en annexe.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Carac Actions Internationales ISR

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
CPR Asset Management

91-93, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 29 décembre 2023

Aux porteurs de parts du FCP Carac Actions Internationales ISR,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif Carac Actions Internationales ISR constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 29 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 31 décembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme

significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Compte tenu des délais d'obtention de certaines informations nécessaires à la finalisation de nos travaux, le présent rapport est daté du 23 juillet 2024

Paris La Défense, le 23 juillet 2024

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Stéphane COLLAS
Stéphane COLLAS

Jean Marc LECAT
Jean-Marc LECAT

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Comptes annuels

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Actif au 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023	30/12/2022
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	27 868 190,88	23 081 217,98
Actions et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées		
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances		
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	27 822 129,64	23 039 784,53
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	27 822 129,64	23 039 784,53
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays		
Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	46 061,24	41 433,45
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	46 061,24	41 433,45
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	105 731,07	129 624,25
Opérations de change à terme de devises		
Autres	105 731,07	129 624,25
COMPTES FINANCIERS	303 880,68	361 110,12
Liquidités	303 880,68	361 110,12
TOTAL DE L'ACTIF	28 277 802,63	23 571 952,35

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Passif au 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023	30/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	26 222 773,07	22 104 440,56
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	1 890 729,54	1 174 904,99
Résultat de l'exercice (a,b)	-85 151,08	-80 663,37
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	28 028 351,53	23 198 682,18
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	46 061,24	41 433,45
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	46 061,24	41 433,45
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	46 061,24	41 433,45
Autres opérations		
DETTES	203 389,86	331 836,72
Opérations de change à terme de devises		
Autres	203 389,86	331 836,72
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	28 277 802,63	23 571 952,35

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Hors-Bilan au 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023	30/12/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
SP 500 MINI 0323		361 770,91
OSE TOPIX FUT 0323		134 322,03
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
ONK TOKYO NIK 0324	429 579,88	
SP 500 MINI 0324	218 168,65	
NQ USA NASDAQ 0324	616 430,54	
EURO STOXX 50 0323		794 850,00
EURO STOXX 50 0324	136 290,00	
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de Résultat au 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023	30/12/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	11 973,35	1 241,13
Produits sur actions et valeurs assimilées	92 058,14	31 971,18
Produits sur obligations et valeurs assimilées		
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		43 005,58
TOTAL (1)	104 031,49	76 217,89
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	203,70	864,36
Autres charges financières		
TOTAL (2)	203,70	864,36
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	103 827,79	75 353,53
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	188 443,64	155 313,34
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-84 615,85	-79 959,81
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-535,23	-703,56
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-85 151,08	-80 663,37

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexes aux comptes annuels

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0010669168 - Part CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR : Taux de frais maximum de 2% TTC.

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période concernée.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus. Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR	Capitalisation	Capitalisation

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

2. Évolution de l'actif net au 29/12/2023 en EUR

	29/12/2023	30/12/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	23 198 682,18	27 796 163,90
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	1 421 158,49	1 205 229,55
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-1 042 718,51	-1 226 023,57
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1 786 184,79	1 458 906,29
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers		-405 983,67
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	265 444,42	238 680,14
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-167 758,57	-260 196,46
Frais de transactions	-2 701,76	-4 869,48
Différences de change	-190 928,67	98 844,54
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	2 766 847,22	-5 580 924,82
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	5 008 725,94	2 241 878,72
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-2 241 878,72	-7 822 803,54
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	78 757,79	-41 184,43
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	44 531,24	-34 226,55
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	34 226,55	-6 957,88
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-84 615,85	-79 959,81
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	28 028 351,53	23 198 682,18

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES		
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
AUTRES OPÉRATIONS		
Actions	1 400 469,07	5,00
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	1 400 469,07	5,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							303 880,68	1,08
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées										
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	303 880,68	1,08								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC	3 038 431,96	10,84						
Opérations temporaires sur titres								
Créances	61 101,71	0,22	28 072,97	0,10				
Comptes financiers	123 537,09	0,44	75 841,48	0,27	442,46			
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations	834 599,19	2,98	429 579,88	1,53				

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/12/2023
CRÉANCES		
	Rétrocession de frais de gestion	6 848,09
	Dépôts de garantie en espèces	98 882,98
TOTAL DES CRÉANCES		105 731,07
DETTES		
	Frais de gestion fixe	202 679,99
	Autres dettes	709,87
TOTAL DES DETTES		203 389,86
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-97 658,79

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	4 407,000	1 421 158,49
Parts rachetées durant l'exercice	-3 256,000	-1 042 718,51
Solde net des souscriptions/rachats	1 151,000	378 439,98
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	81 171,589	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/12/2023
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	180 853,72
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,70
Rétrocessions des frais de gestion	-7 589,92

Une erreur dans les provisions comptables concernant les rétrocessions de frais de gestion du fonds, enregistrées par le valorisateur, sur la période 2018 à 2020, n'a été détectée qu'en 2024. Malgré l'instruction de CPRAM d'annuler ces provisions en son temps, celles-ci sont restées dans les comptes suite à une erreur manuelle de CACEIS. Ces annulations de provisions ont été réalisées au mois de juin 2024, et l'ensemble de l'impact positif a été restitué au fonds concerné.

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

	29/12/2023
Garanties reçues par l'OPC	
- dont garanties de capital	
Autres engagements reçus	
Autres engagements donnés	

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/12/2023
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/12/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/12/2023
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			7 980 387,32
	FR0010773242	AMUNDI ACTIONS EURO ISR Part I	3 874 750,74
	FR0010979278	CPR MONETAIRE ISR I	1 231 228,58
	FR0013053808	CPR USA ESG H-I EUR	2 874 408,00
Instruments financiers à terme			
Total des titres du groupe			7 980 387,32

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-85 151,08	-80 663,37
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	-85 151,08	-80 663,37

	29/12/2023	30/12/2022
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-85 151,08	-80 663,37
Total	-85 151,08	-80 663,37

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1 890 729,54	1 174 904,99
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	1 890 729,54	1 174 904,99

	29/12/2023	30/12/2022
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 890 729,54	1 174 904,99
Total	1 890 729,54	1 174 904,99

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.11. Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'entité au cours des cinq derniers exercices

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023
Actif net en EUR	31 592 163,37	35 687 702,48	27 796 163,90	23 198 682,18	28 028 351,53
Nombre de titres	123 951,739	129 483,589	79 965,589	80 020,589	81 171,589
Valeur liquidative unitaire	254,87	275,61	347,60	289,90	345,29
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-0,77	2,04	86,90	14,68	23,29
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,04	-0,90	-1,38	-1,00	-1,04

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3.12. Inventaire détaillé des instruments financiers en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
ALM ACTIONS ZONE EURO ISR IC	EUR	155 156,1716	4 038 715,15	14,41
AMUNDI ACTIONS EURO ISR Part I	EUR	35,808	3 874 750,74	13,82
CPR MONETAIRE ISR I	EUR	58,58	1 231 228,58	4,39
CPR USA ESG H-I EUR	EUR	17,568	2 874 408,00	10,26
SPDR 600X ESG SCREENED ACC	EUR	146 024	4 035 168,81	14,39
TOTAL FRANCE			16 054 271,28	57,27
IRLANDE				
iShares MSCI Europe SRI UCITS ETF EUR (Acc)	EUR	28 336	1 823 342,26	6,51
iShares MSCI World SRI UCITS ETF EUR Hedged (Dist)	EUR	499 710	3 152 820,30	11,25
TOTAL IRLANDE			4 976 162,56	17,76
LUXEMBOURG				
UBS ETF MSCI USA SOC.RES.A D.	USD	16 888	3 038 431,96	10,84
UBS ETF MSCI WD SC RSP UCT A	EUR	28 568	3 753 263,84	13,39
TOTAL LUXEMBOURG			6 791 695,80	24,23
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			27 822 129,64	99,26
TOTAL Organismes de placement collectif			27 822 129,64	99,26
Instruments financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
EURO STOXX 50 0324	EUR	3	-765,00	
NQ USA NASDAQ 0324	USD	2	28 095,78	0,10
ONK TOKYO NIK 0324	JPY	2	9 127,77	0,03
SP 500 MINI 0324	USD	1	8 072,69	0,03
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			44 531,24	0,16
TOTAL Engagements à terme fermes			44 531,24	0,16
TOTAL Instruments financier à terme			44 531,24	0,16
Appel de marge				
APPEL MARGE CACEIS	USD	-39 953,5	-36 168,47	-0,13
APPEL MARGE CACEIS	JPY	-1 421 500	-9 127,77	-0,03
APPEL MARGE CACEIS	EUR	765	765,00	
TOTAL Appel de marge			-44 531,24	-0,16
Créances			105 731,07	0,38
Dettes			-203 389,86	-0,72
Comptes financiers			303 880,68	1,08
Actif net			28 028 351,53	100,00

Part CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR	EUR	81 171,589	345,29
---	------------	-------------------	---------------

CARAC ACTIONS INTERNATIONALES ISR

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexe(s)

Produit

Carac Actions Internationales ISR

Société de gestion : CPR Asset Management (ci-après: "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.

FR0010669168 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.cpr-am.com

Appelez le +33 153157000 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de CPR ASSET MANAGEMENT en ce qui concerne ce document d'informations clés.

CPR ASSET MANAGEMENT est agréée en France sous le n° et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 26/09/2023.

Document
d'informations
clés

Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

En quoi consiste ce produit ?

Type : Parts de Carac Actions Internationales ISR, fonds d'investissement alternatif (FIA) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du Fonds est illimitée. La Société de gestion peut dissoudre le fonds par liquidation ou fusion avec un autre fonds conformément aux exigences légales.

Classification AMF : Actions internationales

Objectifs : En souscrivant dans Carac Actions Internationales ISR, vous investissez dans un portefeuille essentiellement composé d'OPC Actions internationales qui répondent à des critères d'investissement socialement responsable.

L'objectif de gestion consiste à participer à l'évolution des marchés actions internationaux en s'exposant majoritairement en parts ou actions d'OPC dont la politique de gestion répond à des critères d'investissement socialement responsable, dans une optique de placement à long terme.

Pour y parvenir, la stratégie consiste à sélectionner des OPC actions dont la politique de gestion répond à des critères d'investissement socialement responsable (ISR) tels que le respect de l'environnement, la politique sociale, la gouvernance d'entreprise. Ces OPC se définissant officiellement comme « ISR » représentent au moins 90 % de l'actif (hors OPC monétaires). L'univers de fonds sélectionnés par la gestion est représentatif des marchés actions de la Communauté Européennes et internationales. Un indice composite définit comme étant 50% du MSCI + 50% du MSCI World est donné à titre indicatif et sans contraindre la politique de gestion.

Le processus de sélection consistera notamment à identifier les OPC bénéficiant des meilleures notations attribuées par des agences spécialisées dans l'analyse des valeurs en fonction de critères ISR et de développement durable, et à construire un portefeuille optimisé. Le Fonds pourra également investir dans des OPC supports de thèmes d'investissement liés, d'une façon générale, au développement durable. Ces fonds représenteront au maximum 25% de l'actif hors OPC monétaires.

Le portefeuille comprendra entre 45% minimum et 55% maximum d'OPC en actions européennes et entre 45% minimum et 55% maximum d'OPC en actions mondiales. L'exposition actions représente en moyenne 100% de l'actif total du portefeuille. Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition.

L'OPC est géré activement et vise à obtenir une performance supérieure à celle de son indice de référence. Sa gestion est discrétionnaire. L'OPC est investi majoritairement dans des OPC de gestion active ou passive. La stratégie de gestion intègre un suivi de l'écart du niveau de risque du portefeuille par rapport à celui de l'indice. Un écart modéré par rapport au niveau de risque de cet indice est anticipé.

L'indicateur de référence est disponible sur le site : www.msci.com.

Le FCP promeut des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sens de l'article 8 du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Le FCP est soumis à un risque en matière de durabilité tel que défini dans le profil de risque du prospectus.

L'indice de référence n'évalue pas ou n'inclut pas ses constituants en fonction des caractéristiques environnementales et/ou sociales et n'est donc pas aligné sur les caractéristiques ESG promues par le portefeuille.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement sur la période de détention recommandée et qui sont prêts à assumer un niveau de risque élevé sur leur capital initial.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.fr et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur d'actif nette). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de Carac Actions Internationales ISR.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce Fonds, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : CPR Asset Management -91-93, boulevard Pasteur – CS 61595 – 75730 Paris Cedex 15.

La valeur d'actif net du Fonds est disponible sur www.cpr-am.com.

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant Supérieure à 5 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : Supérieure à 5 ans		
Investissement 10 000 EUR		
Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	Supérieure à 5 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.	
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€3 530 €3 090
	Rendement annuel moyen	-64,7% -20,9%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€7 920 €8 820
	Rendement annuel moyen	-20,8% -2,5%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€10 180 €12 830
	Rendement annuel moyen	1,8% 5,1%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€14 050 €15 940
	Rendement annuel moyen	40,5% 9,8%

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 4 sur 7, qui est une classe de risque moyenne. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau moyen et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est possible que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille. Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de Carac Actions Internationales ISR.

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 31/03/2015 et 31/03/2020

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 30/04/2014 et 30/04/2019

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre 31/10/2016 et 29/10/2021

Que se passe-t-il si CPR Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez et du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

– qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- 10 000 EUR sont investis.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Scénarios	Investissement 10 000 EUR	
	1 an	Si vous sortez après Supérieure à 5 ans*
Coûts totaux	€612	€1 275
Incidence des coûts annuels**	6,2%	2,3%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 7,45% avant déduction des coûts et de 5,11% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (5,00% du montant investi / 500 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 5,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 500 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	1,13% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	107,26 EUR
Coûts de transaction	0,05% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	4,86 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : Supérieure à 5 ans est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds.

Ce produit est conçu pour un investissement à moyen terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 5 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat d'actions doivent être reçus avant 12:00 France heure le Jour d'évaluation. Veuillez vous reporter au prospectus Carac Actions Internationales ISR pour plus de détails concernant les rachats.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à CPR Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à client.servicing@cpr-am.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.cpr-am.com.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Vous trouverez le prospectus, les statuts, les documents d'informations clés pour l'investisseur, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au Fonds, y compris les diverses politiques publiées du Fonds, sur notre site Internet www.cpr-am.com. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la Société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.cpr-am.com.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.cpr-am.com.

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
Carac Actions Internationales

Identifiant d'entité juridique :
969500LRH7UH4WALV221

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?



Oui



Non



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: _____



dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: _____



Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de **28,57 %** d'investissements durables



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif social



Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Le produit a respecté tous les aspects matériels des caractéristiques décrites dans le prospectus.

Les indicateurs de durabilité permettent de

- Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont atteintes.

Amundi a développé son propre processus de notation ESG interne basé sur l'approche " Best-in-class ". Des notations adaptées à chaque secteur d'activité visent à apprécier la dynamique dans laquelle évoluent les entreprises.

L'indicateur de durabilité utilisé est la note ESG du produit qui est mesurée par rapport à la note ESG de son univers d'investissement.

- La note ESG moyenne pondérée du portefeuille est : **0.946 (C)**.
- La note ESG moyenne pondérée de l'univers de référence est : **0.309 (D)**.

● ***...et par rapport aux périodes précédentes?***

A la fin de la période précédente, la note ESG moyenne pondérée du portefeuille était de 0.219 (C) et la note ESG moyenne pondérée de l'indice de référence était de ().

● ***Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs?***

Les objectifs des investissements durables consistaient à investir dans des sociétés qui répondent à deux critères :

1. suivre les meilleures pratiques environnementales et sociales ; et
2. ne pas générer de produits et services qui nuisent à l'environnement et à la société.

La définition d'entreprise " la plus performante " s'appuie sur une méthodologie ESG Amundi propriétaire qui vise à mesurer la performance ESG d'une entreprise. Pour être considérée comme " la plus performante ", une entreprise doit obtenir la meilleure note parmi les trois premiers (A, B ou C, sur une échelle de notation allant de A à G) de son secteur sur au moins un facteur environnemental ou social important. Des facteurs environnementaux et sociaux importants sont identifiés au niveau du secteur. L'identification de ces facteurs est basée sur le cadre d'analyse ESG d'Amundi qui combine des données extra-financières et une analyse qualitative des thèmes sectoriels et de durabilité associés. Les facteurs identifiés comme matériels ont une contribution de plus de 10% au score ESG global. Pour le secteur de l'énergie par exemple, les facteurs matériels sont : émissions et énergie, biodiversité et pollution, santé et sécurité, communautés locales et droits de l'homme.

Pour contribuer aux objectifs ci-dessus, l'entreprise bénéficiaire de l'investissement ne doit pas avoir d'exposition significative à des activités (par exemple, le tabac, les armes, les jeux d'argent, le charbon, l'aviation, la production de viande, la fabrication d'engrais et de pesticides, la production de plastique à usage unique) non compatibles avec ces critères.

La nature durable d'un investissement est évaluée au niveau de la société bénéficiaire de l'investissement. Concernant les OPC externes, les critères de détermination des investissements durables que ces OPC sous-jacents peuvent détenir et leurs objectifs dépendent de l'approche propre à chaque société de gestion.

● ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?***

Pour s'assurer que les investissements durables ne causent pas de préjudice important, Amundi a utilisé deux filtres :

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux

questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- Le premier filtre « DNSH » (« Do Not Significantly Harm » ou principe de « ne pas causer de préjudice important ») repose sur le suivi d'indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives de l'Annexe 1, Table 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288 quand des données fiables sont disponibles (par exemple, l'intensité en GES ou gaz à effet de serre des entreprises bénéficiaires) via une combinaison d'indicateurs (par exemple, l'intensité en carbone) et de seuils ou règles spécifiques (par exemple, l'intensité carbone de l'entreprise bénéficiaire n'appartient pas au dernier décile du secteur). Amundi prend déjà en compte des indicateurs spécifiques des Principales Incidences Négatives dans sa politique d'exclusions dans le cadre de la Politique d'Investissement Responsable d'Amundi (par exemple, l'exposition à des armes controversées). Ces exclusions, qui s'appliquent en plus des tests détaillés ci-dessus, couvrent les sujets suivants : exclusions sur les armes controversées, les violations des principes du Pacte Mondial de l'ONU, le charbon et le tabac.
- Au-delà des facteurs de durabilité spécifiques couverts par le premier filtre, Amundi a défini un second filtre, qui ne prend pas en compte les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives ci-dessus, afin de vérifier qu'une entreprise ne présente pas une mauvaise performance d'un point de vue environnemental ou social par rapport aux autres entreprises de son secteur, ce qui correspond à un score environnemental ou social supérieur ou égal à E selon la notation ESG d'Amundi.

Concernant les OPC externes, la prise en compte du principe de « ne pas causer de préjudice important » et l'impact des investissements durables dépendent des méthodologies propres à chaque société de gestion des OPC sous-jacents.

– ***Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?***

Comme détaillé ci-dessus, les indicateurs des incidences négatives ont été pris en compte dans le premier filtre DNSH (Do Not Significant Harm) :

Celui-ci repose en effet sur le suivi des indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives de l'Annexe 1, Tableau 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288 lorsque des données fiables sont disponibles via la combinaison des indicateurs suivants et de seuils ou règles spécifiques :

- avoir une intensité de CO2 qui n'appartient pas au dernier décile des entreprises du secteur (ne s'applique qu'aux secteurs à forte intensité), et
- avoir une diversité du conseil d'administration qui n'appartient pas au dernier décile des entreprises de son secteur, et
- être exempt de toute controverse en matière de conditions de travail et de droits de l'homme
- être exempt de toute controverse en matière de biodiversité et de pollution.

Amundi prend déjà en compte des Principales Incidences Négatives spécifiques dans sa politique d'exclusions dans le cadre de sa Politique d'Investissement Responsable. Ces exclusions, qui s'appliquent en plus des tests détaillés ci-dessus, couvrent les sujets suivants : exclusions sur les armes controversées, les violations des principes du Pacte Mondial des Nations Unies, le charbon et le tabac.

– ***Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme?***

Oui. Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ont été intégrés dans la méthodologie de notation ESG d'Amundi. L'outil de notation ESG propriétaire évalue les émetteurs en utilisant les données disponibles

auprès des fournisseurs de données. Par exemple, le modèle comporte un critère dédié appelé "Implication communautaire et droits de l'Homme" qui est appliqué à tous les secteurs en plus d'autres critères liés aux droits de l'Homme, notamment les chaînes d'approvisionnement socialement responsables, les conditions de travail et les relations professionnelles. En outre, nous effectuons un suivi des controverses sur une base trimestrielle au minimum, qui inclut les entreprises identifiées pour des violations des droits de l'Homme. Lorsque des controverses surviennent, les analystes évaluent la situation et appliquent un score à la controverse (en utilisant une méthodologie de notation exclusive et propriétaire) et déterminent la meilleure marche à suivre. Les scores de controverse sont mis à jour trimestriellement pour suivre la tendance et les efforts de remédiation.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives prévus à l'Annexe 1, Tableau 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288, ont été pris en compte par la mise en œuvre de politiques d'exclusions (normatives et sectorielles), l'intégration de la notation ESG dans le processus d'investissement, l'engagement et les approches de vote :

- Exclusion : Amundi a défini des règles d'exclusion normatives, par activité et par secteur, couvrant certains des principaux indicateurs de durabilité énumérés par le Règlement « Disclosure ».
- Intégration de facteurs ESG : Amundi a adopté des normes minimales d'intégration ESG appliquées par défaut à ses fonds ouverts gérés activement (exclusion des émetteurs notés G et meilleur score ESG moyen pondéré supérieur à l'indice de référence applicable). Les 38 critères utilisés dans l'approche de notation ESG d'Amundi ont également été conçus pour prendre en compte les impacts clés sur les facteurs de durabilité, ainsi que la qualité de l'atténuation.
- Engagement : l'engagement est un processus continu et ciblé visant à influencer les activités ou le comportement des entreprises. L'objectif de l'engagement peut être divisé en deux catégories : engager un émetteur à améliorer la façon dont il intègre la dimension environnementale et sociale, engager un émetteur à améliorer son impact sur les questions environnementales, sociales et de droits de l'Homme ou d'autres questions de durabilité importantes pour la société et l'économie mondiale.
- Vote : la politique de vote d'Amundi répond à une analyse holistique de toutes les questions à long terme qui peuvent influencer la création de valeur, y compris les questions ESG importantes (la politique de vote d'Amundi est consultable sur son site internet).

- Suivi des controverses : Amundi a développé un système de suivi des controverses qui s'appuie sur trois fournisseurs de données externes pour suivre systématiquement les controverses et leur niveau de gravité. Cette approche quantitative est ensuite enrichie d'une évaluation approfondie de chaque controverse sévère, menée par des analystes ESG et de la revue périodique de son évolution. Cette approche s'applique à l'ensemble des fonds d'Amundi.

Pour des informations supplémentaires sur la manière dont les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives sont utilisés, veuillez consulter la Déclaration du Règlement SFDR disponible sur www.amundi.fr.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: du **01/01/2023** au **31/12/2023**

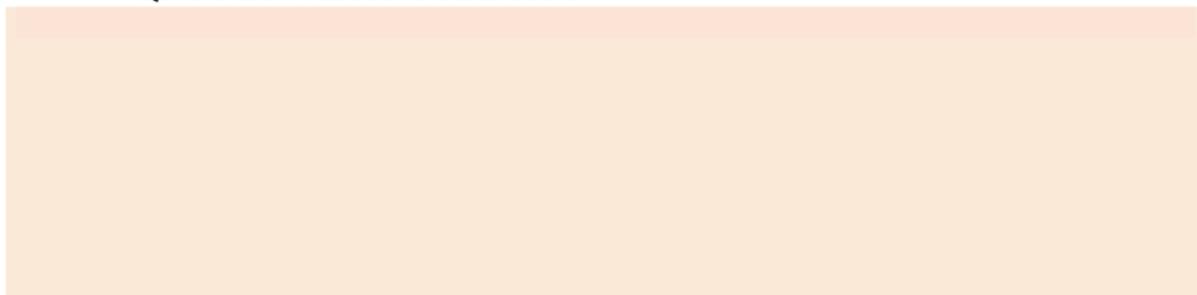
Investissements les plus importants	Secteur	Sous-secteur	Pays	% d'actifs
ALM ACTIONS ZONE EURO ISR IC	Finance	Fonds	France	14,30 %
SPDR STOXX EUROPE 600 SRI UCITS ETF(FRA)	Finance	Fonds	Irlande	14,24 %
AMUNDI ACT EURO ISR-I	Finance	Fonds	France	13,72 %
UBS ETF MSCI WORLD SRI	Finance	Fonds	Luxembourg	13,29 %
ISH MSCI WRLD SR ETF(GER)	Finance	Fonds	Irlande	11,21 %
UBS ETF MSCI USA SRI UCITS (DEU)	Finance	Fonds	Luxembourg	10,82 %
CPR USA ESG - H-I EUR	Finance	Fonds	France	10,18 %

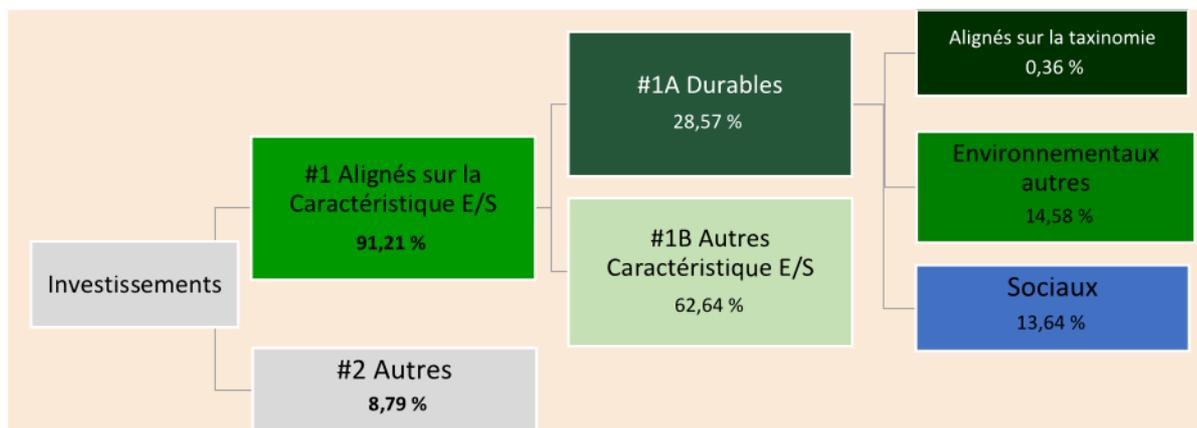


Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.





La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social.
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvre les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas qualifiés d'investissements durables.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?**

Secteur	Sous-Secteur	% d'actifs
Finance	Fonds	98,58 %
Autres	Autres	0,00 %
Liquidités	Liquidités	1,42 %



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

Le fonds promeut à la fois des caractéristiques environnementales et sociales. Bien que le fonds ne s'engage pas à réaliser des investissements alignés sur la taxinomie de l'UE, il a investi 0,36 % dans des investissements durables alignés sur la taxinomie de l'UE au cours de la période examinée. Ces investissements ont contribué aux objectifs d'atténuation du changement climatique de la taxinomie de l'UE.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :
- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part

des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;

- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte ;
- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

L'alignement des sociétés bénéficiaires des investissements sur les objectifs susmentionnés de la taxinomie de l'UE est mesuré à l'aide des données relatives au chiffre d'affaires (ou aux recettes) et/ou à l'utilisation du produit des obligations vertes.

Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

- **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE¹ ?**

Oui:

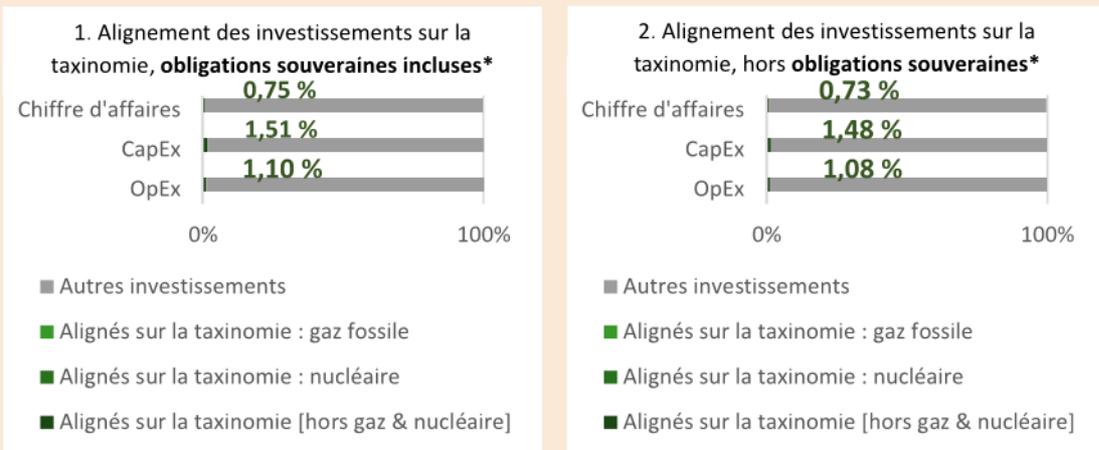
Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire

Non

Des données fiables concernant l'alignement à la taxinomie européenne pour le gaz fossile et l'énergie nucléaire n'étaient pas disponibles au cours de la période.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique («atténuation du changement climatique») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.

- **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

Les activités habilitantes

permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant aux meilleures performances réalisables.

Au 31/12/2023, en utilisant comme indicateur les données relatives au chiffre d'affaires et/ou à l'utilisation des produits des obligations vertes, la part des investissements du fonds dans les activités transitoires était de 0,02 % et la part des investissements dans les activités habilitantes était de 0,49 %. Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

- ***Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes?***

Au cours de la période précédente, l'alignement de la taxinomie n'avait pas été signalé car, à l'époque, les données fiables n'étaient pas encore disponibles.



Le

symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE?

La part des investissements durables avec un objectif environnemental non alignée sur la taxinomie était de **14,58 %** à la fin de la période.

Cela est dû au fait que certains émetteurs sont considérés comme des investissements durables en vertu du règlement SFDR, mais ont une partie de leurs activités qui ne sont pas alignées sur les normes Taxinomie, ou pour lesquelles les données ne sont pas encore disponibles pour effectuer une telle évaluation.



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

La part des investissements durables sur le plan social était de **13,64 %** à la fin de la période.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les liquidités et ou autres instruments détenus afin de gérer la liquidité et les risques du portefeuille ont été inclus dans la catégorie « #2 Autres ». Pour les obligations et les actions non notées, des garanties environnementales et sociales minimales sont en place via un filtrage des controverses par rapport aux principes du Pacte mondial des Nations Unies. Les instruments non couverts par une analyse ESG peuvent également inclure des titres pour lesquels les données nécessaires à la mesure de l'atteinte des caractéristiques environnementales ou sociales n'étaient pas disponibles. Par ailleurs, des garanties environnementales ou sociales minimales n'ont pas été définies.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Des indicateurs de durabilité sont mis à disposition dans le système de gestion de portefeuille, permettant aux gérants d'évaluer instantanément l'impact de leurs décisions d'investissement sur le portefeuille.

Ces indicateurs sont intégrés dans le cadre du contrôle d'Amundi, les responsabilités étant réparties entre le premier niveau de contrôle effectué par les équipes d'investissement elles-mêmes et le second niveau de contrôle effectué par les équipes de risque, qui surveillent en permanence la conformité aux caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit.

En outre, la politique d'investissement responsable d'Amundi définit une approche active de l'engagement qui favorise le dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements, y compris celles de ce portefeuille. Le rapport annuel d'engagement, disponible sur <https://legroupe.Amundi.com/documentation-esg>, fournit des informations détaillées sur cet engagement et ses résultats.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.